



Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie

<https://www.aphg.fr>

> L'enseignant > Enseignement DNL / Europe > L'enseignement de l'Histoire en Tunisie : quelles correspondances avec la (...)



L'enseignement de l'Histoire en Tunisie : quelles correspondances avec la France ?

Entretien d'Historiens & Géographes avec Olfa Mahmoud

jeudi 10 mai 2018

Par Ann-Laure Liéval [\[1\]](#) pour la Commission Europe de l'APHG.

Marseille, Conférence Euroclio / APHG « Mediterranean Dialogues », le 26 avril 2018. Entretien avec Olfa Mahmoud, Inspectrice générale de l'Éducation nationale en Tunisie.



AL : M^{me} Mahmoud, pouvez-vous vous présenter ?

OM : Je suis Inspectrice générale de l'Éducation nationale en Tunisie. Ma spécialité est l'histoire-géographie mais je suis aussi chercheuse en didactique, et active dans la société civile essentiellement avec les associations qui essaient d'améliorer la formation des enseignants d'histoire-géographie.

AL : Sur quoi les programmes scolaires du secondaire en Tunisie mettent-ils l'accent ?

OM : A partir du « programme des programmes », maintenant appelé le « curriculum général », chaque discipline soumet les grandes lignes de ses programmes.

Généralement, d'après une étude que j'ai menée, il y a une alternance entre l'histoire du monde et l'histoire de la Tunisie d'une manière presque équitable, mais à l'intérieur de l'histoire de la Tunisie nous étudions toutes les périodes depuis l'Antiquité jusqu'à l'époque moderne. Pour le lycée, l'accent est surtout mis sur l'époque moderne et contemporaine, et pour l'histoire de la Tunisie, l'accent est mis sur tout ce qui est politique et histoire du mouvement national.

Pour l'histoire hors de la Tunisie, elle est essentiellement représentée par l'Europe puis par le monde méditerranéen. Par exemple, l'Amérique ou les pays de l'Est asiatique ne sont pas présents dans les programmes d'Histoire.

AL : Quelle est la part de liberté pédagogique des enseignants en Tunisie ?

OM : Le programme indique les intitulés, le contenu scientifique, la plage horaire de chaque chapitre, et il y a des indications sur les approches pédagogiques, mais on dit toujours que l'enseignant est libre de choisir l'approche qu'il veut pratiquer, soit l'étude de cas, soit l'approche inductive, soit l'approche déductive. Mais en réalité, vus les moyens et le manque de formation, les professeurs sont tributaires dans la mise en œuvre des programmes du manuel scolaire.

Le manuel scolaire est trop directif, beaucoup de textes, de documents, c'est une démarche qui met l'accent surtout sur les connaissances, le contenu scientifique. Ce contenu ne laisse pas une grande marge de manœuvre pour cultiver l'esprit critique, ou la « multiperspectivité », dont on parle pendant cette conférence.

AL : Y a-t-il un manuel scolaire obligatoire ou avez-vous le choix des manuels ?

OM : Tout à fait, c'est complètement différent de la France. Nous avons un seul manuel édité par l'État, et ce manuel est le seul utilisé en classe normalement. Mais à présent, avec les TICE et l'intégration des TICE, beaucoup de sites web développent des ressources numériques, mais leur utilisation reste tributaire de la formation des enseignants, et

de l'existence d'équipements permettant de les utiliser.

Et lorsque l'on demande pourquoi le ministère ne lance pas d'appel d'offres, ou ne réunit pas des équipes pour faire d'autres manuels, on nous réplique qu'il n'y a pas assez d'équipes qui candidatent pour proposer des projets.

AL : D'où l'intérêt d'avoir des ressources numériques disponibles ?

OM : Oui, bien sûr. Avec Internet on peut trouver beaucoup de scénarii pédagogiques innovants, quoique leur intégration dans la classe dépend d'une part des permissions du Ministère, d'autre part de la motivation des enseignants, mais le plus important de la formation des enseignants porte sur ça. Parce que si on se contente de remplacer le tableau par le vidéoprojecteur pour diffuser des informations, on reste dans une démarche transmissive qui ne fait pas avancer les choses.

AL : Existe-t-il un Plan Académique de Formation en Tunisie ?

OM : Oui tout à fait. Nous avons le programme de formation qui vient du Ministère, qui est annuel. Chaque inspecteur dans sa circonscription peut fabriquer un programme de formation locale et peut aussi créer un programme de formation spécial en fonction des besoins et des suggestions des enseignants.

Mais ce programme annuel est conçu à partir des rapports d'inspection, à partir des résultats des élèves, des problèmes qui se dégagent. Tout cela remonte au Ministère qui demande aux inspecteurs de mettre en place ces programmes.

Pour ce qui est du domaine purement scientifique, je fais appel à des universitaires.

Parallèlement nous travaillons sur des programmes spécifiques. Personnellement je suis convaincue de l'importance des lieux de mémoire et de la visite des sites archéologiques, donc je travaille beaucoup sur cela. Je travaille aussi sur les études de cas en géographie, comme en histoire, pour que les enfants comprennent l'histoire nationale ou internationale à travers leur histoire locale. Mais c'est important aussi lorsqu'on aborde le problème de l'eau, des catastrophes, de passer par des études de cas avec des micro-échelles. Mais je travaille aussi sur l'intégration des technologies. Je prétends avoir des professeurs innovants qui participent aux concours nationaux qui se font avec Microsoft, et qui récoltent toujours des prix.

AL : Quels sont les points communs entre nos programme d'Histoire ?

OM : Nous avons beaucoup de points communs. Je cherche d'ailleurs depuis longtemps à réaliser un cours commun entre enseignants français et de Tunisie [2].

Par exemple, la question de la romanisation est un sujet commun ; la question de la colonisation, Athènes et la civilisation grecque, les deux guerres mondiales. Il serait d'ailleurs très intéressant de voir comment sont enseignés les mêmes sujets entre les deux rives de la Méditerranée, mais il serait aussi très intéressant que les élèves Tunisiens et Français sachent que, par exemple, l'apport de la Gaule et de Carthage à la romanisation est très important. On trouve pratiquement les mêmes monuments sur les deux rives, cela nous aide à comprendre que l'on a contribué à cette civilisation romaine.

J'ai aussi eu la chance de participer à une Encyclopédie intitulée *Les incollables*, et de travailler sur les monuments préhistoriques de la Gaule. Cette année j'ai organisé une journée d'étude sur un site archéologique et j'ai été étonnée qu'il existe des choses identiques en Tunisie. Il y a un passé commun qui remonte au Néolithique au moins.

AL : Quels sont les sujets sensibles dans l'enseignement de l'histoire en Tunisie ?

OM : En fait les enseignants ne traitent jamais des sujets sensibles, parce que les instructions officielles et les manuels scolaires ne traitent pas de ces sujets. Il y a surtout la question du conflit entre les acteurs de l'émancipation (clan des Bourguibistes), et à chaque fois que l'on fait des réformes des programmes d'histoire, on soulève cette question et on ne fait que quelques petits remaniements dans les manuels, mais franchement elle n'a jamais été vraiment traitée d'une manière équitable. L'histoire de la colonisation est renvoyée à l'histoire du mouvement national, et dans l'histoire du mouvement national, l'accent surtout est mis sur le Néo Destour, et il n'y a pas de « multiperspectivité ».

A l'heure où je vous parle, nous avons un colloque entre inspecteurs où sont invités des universitaires pour réfléchir à comment intégrer l'histoire immédiate dans les programmes et comment intégrer l'histoire des mémoires. Mais je ne peux y participer puisque je suis ici.

J'espère que ce que je pourrai ramener avec moi de cette conférence pourra contribuer à un échange avec mes collègues.

AL : La révolution contre la famille Ben Ali a-t-elle eu un impact sur l'enseignement de l'histoire ?

OM : Bien sûr. Nous étions invités auparavant à faire deux chapitres pour les classes terminales avant le bac sur l'histoire de la Tunisie depuis l'indépendance jusqu'à l'avènement de Ben Ali. Mais comme c'est une histoire officielle et manipulée, avec la révolution nous avons immédiatement annulé le dernier cours du programme, en attendant de mettre à jour le programme. C'est dans ce cadre que nous sommes à la recherche de formation et d'éclairages académiques sur comment transposer l'histoire académique du temps présent dans l'histoire scolaire.

En effet c'est une histoire très chaude, très controversée, dont les acteurs sont parfois encore vivants, et ici nous apprenons avec Euroclio qu'il est bon de ne pas occulter cette histoire-là, qu'il est bon d'en parler, que chacun s'exprime, d'apprendre aux élèves comment cultiver un esprit critique en voyant la version de l'autre vis-à-vis d'un sujet avec lequel on tisse des rapports affectifs.

AL : Merci beaucoup !

OM : Merci à vous, et à l'APHG et aux Historiens et Géographes, que je ne connaissais auparavant qu'à travers leur publication.

© Ann-Laure Liéval pour *Historiens & Géographes* - Tous droits réservés. 10/05/2018.

Notes

[1] Professeure d'Histoire-Géographie en Section Européenne DNL (Lille), Présidente de la Commission Europe de l'APHG.

[2] Projet prévu avec Olivier Rabasse, enseignant à Hyères. Cf. [article sur notre site](#)